

Une approche nouvelle pour consolider la sécurité alimentaire

Il se tient depuis hier dans la salle de conférence du ministère des Affaires étrangères un séminaire régional sur la coopération technique dans le domaine de développement agricole et rural des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). A l'ouverture de la rencontre on notait la présence du ministre d'Etat, ministre de l'Environnement et de l'Eau, M. Salif Diallo, le président du FIDA, M. Fawzi N. Sultan et le représentant de l'OCI, Dr Qureshi, ainsi que le ministre burkinabè des Affaires étrangères monsieur Ablassé Ouédraogo.

Ce séminaire qui se situe dans le cadre du renforcement de la coopération entre pays du Sud touche par-delà son contenu, un domaine aussi sensible qu'important. celui de l'agriculture.



Le ministre burkinabè de l'Agriculture et des Ressources animales M. Jean-Paul Sawadogo prononçant le discours d'ouverture du séminaire

Le secteur agricole est un important maillon dans l'économie d'un pays; et dans les pays du Sud, plus particulièrement, les pays sahéliens, il occupe plus de 70% de l'économie. Ce qui revient à dire

qu'une politique en faveur du développement agricole est indispensable. Cette politique peut comporter différents volets : national, régional ou international. Exemple, l'Organisation de la conférence islamique a initié plusieurs projets agricoles pour accentuer sa coopération avec les pays du Sahel. Dans cette coopération, l'introduction technique en matière de développement agricole et rural dans ces pays à travers un réseau de dispositifs de points focaux constitue une approche nouvelle qui permet d'asseoir et de perfectionner leurs mécanismes d'échanges. Ces mécanismes favorisent d'une part, la mise en œuvre de projets concrets de consolidation de la sécurité alimentaire et

d'autre part la lutte contre la misère. La présente concertation a donc pour objectif entre autres, de focaliser l'attention de tous les gouvernements des pays membres de l'OCI pour favoriser l'impulsion

d'une nouvelle dynamique de coopération fructueuse dans le domaine du développement agricole et rural.

Dans son discours d'ouverture, le ministre burkinabè de l'Agriculture et des Ressources animales, M. Jean-Paul Sawadogo, tout en souhaitant la bienvenue à tous les participants à cette concertation régionale, félicitera tous ceux qui, depuis plusieurs mois déjà, ont travaillé pour la concrétisation de cette idée de coopération technique en matière de développement agricole et rural, et "qui se dessine, souligne-t-il, aujourd'hui comme un outil privilégié de concertation et de soutien aux politiques de développement agricole dans nos Etats respectifs". Le ministre Sawadogo n'a pas manqué non plus de souligner l'exemple du Burkina qui vit à l'heure des grandes réformes économiques et institutionnelles visant une relance durable de son développement. Sur le plan agricole,

CONCERTATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL ENTRE PAYS MEMBRES



Le praesidium lors de la cérémonie d'ouverture



Les participants : venus de partout, ils s'engageront à l'impulsion d'une nouvelle dynamique de coopération fructueuse

le ministre a souligné le bien-fondé du Programme d'ajustement du secteur agricole (PASA) lancé dans le cadre du PAS, a bâti sur les orientations de la Lettre de politique de développement agricole (LPDA) du gouvernement. Toujours dans le volet agricole il a souligné les multitudes de projets et programmes d'actions concrètes qui sont en exécution sur le terrain avec la participation effective des populations bénéficiaires. Néanmoins des études se

poursuivent pour mieux cerner, définir tous les paramètres devant accompagner cette réforme sectorielle.

Bref, plusieurs exemples existent et sont en cours qui demandent une bonne volonté de soutien de tous les partenaires sociaux; la présente initiative de coopération technique entre les pays membres de l'OCI est un axe supplémentaire du renforcement des acquis de ces programmes et un facteur d'accélération positive de l'ensemble du processus de développement agricole du Burkina.

Tout en souhaitant que les autres membres de l'OCI bénéficieront des mêmes avantages, le ministre les a invités à mieux s'investir dans les travaux de cette rencontre, afin d'aboutir à des recommandations pertinentes et réalisables capables de lever le maximum de contraintes qui handicapent le développement agricole dans les pays sahéliens. Notons que ces experts sont venus du Bénin, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger de l'Ouganda, du Sénégal, de la Sierra Léone, du Tchad, et du Burkina Faso.